

L'Internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

Les différends franco-américains ne doivent pas faire illusion :

L'ENNEMI C'EST DE GAULLE

LE voyage de de Gaulle au Mexique, intervenant au lendemain d'une rencontre imprévue avec Ben Bella, a de nouveau attiré l'attention sur la politique internationale actuelle du gaullisme.

Dans les derniers mois, en effet, on ne compte plus les initiatives diverses prises par la diplomatie du régime. La plus spectaculaire et la plus significative reste la reconnaissance de la Chine populaire. Par son importance, il s'agissait de montrer clairement la volonté de l'impérialisme français de se frayer un chemin indépendamment des humeurs de Washington.

Mais les exemples fourmillent qui illustrent cette volonté. Prenant parfois même un caractère provoquant. Rappelons, entre autres, la proposition de neutralisation du Sud-Vietnam, juste au moment où les Américains réaffirmaient, malgré leurs revers, que la guerre contre le F.N.L.V. pouvait être gagnée. Et puis, on a vu aussi : le refus de participer à une force d'intervention de l'O.T.A.N. à Chypre ; les déclarations sur l'Amérique latine ; l'attitude envers le commerce avec Cuba ; l'organisation de l'O.T.A.N., ses thèses sur le commerce mondial à Genève ; etc.

Bref la politique gaulliste se présente sur la scène internationale comme distincte de celle des U.S.A., et comme une alternative.

VERS UN CAPITALISME EUROPEEN

LA question qu'on vient immédiatement à se poser, c'est de savoir ce qui pousse l'impérialisme français à jouer ce rôle perturbateur dans le camp atlantique ?

La réponse se trouve dans l'évolution de l'Europe depuis plusieurs années. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la place occupée par les U.S.A. par rapport aux autres pays capitalistes — par rapport à la France — s'est dégradée.

Alors qu'en 1948 l'économie européenne était étroitement dépendante du Plan Marshall et que les appareils politiques des différentes bourgeoisies devaient composer avec les intérêts américains, afin de survivre, il n'en est plus de même aujourd'hui.

L'économie européenne s'est redressée, développée et sur la base de son expansion (d'un taux annuel moyen de 4,1 %), double de celui

des Etats-Unis, elle devient naturellement concurrente de son ancienne alliée. Durant des années, le marché européen dévasté par la guerre a constitué un secteur de choix pour les investissements de capitaux américains et européens. Alors qu'on approche d'une saturation de ce marché, les regards des impérialistes se reportent avec plus d'avidité vers le « Tiers Monde ».

De là provient la distance prise par de Gaulle à l'égard des U.S.A.

La différence d'envergure entre l'impérialisme français et l'impérialisme américain est telle, qu'à première vue on serait amené à déclarer que ses chances de l'emporter sont absolument nulles. Seulement, dans cette affaire, de Gaulle n'agit pas seulement pour le grand capital français, mais aussi pour les intérêts généraux, naturels des grandes bourgeoisies européennes prises comme un tout dans le Marché commun.

L'intégration des bourgeoisies française, allemande, italienne et autres dans le Marché commun a sa logique. Plus le temps passe et que s'affermissent les accords, les cartels, les fusions entre les grandes sociétés capitalistes européennes, plus les impérialismes nationaux du Marché commun ont tendance à faire la place à un impérialisme européen.

Certes, il reste un grand nombre d'obstacles sur cette voie et essentiellement celui de la limite de l'expansion économique.

Mais il n'y a pas d'autre solution pour le capitalisme européen que de poursuivre dans cette voie. Et c'est la tâche que de Gaulle assume en tant que représentant des pays capitalistes européens.

Cette bataille pour assurer le développement du Marché commun en dehors de la tutelle américaine à ses prolongements dans la conquête des marchés coloniaux. Les secteurs capitalistes à la taille du marché mondial ne veulent pas d'une politique « cartériste » car ils comprennent que leur place dans le « tiers monde » est vitale.

NEO-COLONIALISME

POUR gagner et regagner, ou tout simplement pour conserver ces marchés coloniaux la politique de la canonniers est dépassée définitivement et la bourgeoisie française est bien placée pour le savoir. Après Dien Bien Phu et surtout l'Algérie, le capitalisme a tiré des leçons de ses expériences. Même la leçon de Cuba a été tirée, comme on peut le constater à l'attitude différente vis-à-vis de l'Algérie qui pourtant est engagée dans le processus socialiste.

Ainsi le néo-colonialisme est-il devenu la

politique par excellence de l'impérialisme européen après avoir été celle des U.S.A. Cette orientation n'excluant pas à l'occasion des interventions brutales mais limitées comme au Gabon.

La politique internationale de de Gaulle répond donc aux besoins propres du capitalisme européen dans un monde marqué par le développement des luttes révolutionnaires dans le « tiers monde » et le renforcement continu des Etats ouvriers.

Il n'y a aucunement chez lui un développement « libéral » qui le conduirait à adopter des positions progressives. La reconnaissance de la Chine populaire entre autre n'est chez lui qu'une grande manœuvre diplomatique destinée à le servir dans la lutte contre les U.S.A., et surtout lui faciliter la collaboration avec les bourgeoisies nationales. Avec l'avantage sur le plan intérieur français de jouer sur la confusion que peut faire naître une telle mesure.

On ne peut nier le fait que les contradictions inter-impérialistes affaiblissent objectivement leur position mais il ne faut surtout pas semer d'illusions sur leur véritable caractère. La politique du prolétariat n'est pas dans le soutien de l'un contre l'autre mais dans la lutte contre l'un et l'autre.

La théorie des dirigeants chinois selon laquelle il y aurait entre les Etats ouvriers, la révolution coloniale, et l'impérialisme américain une zone intermédiaire dans laquelle se placeraient la France, l'Angleterre, etc... présente également les plus gros dangers pour l'avenir de la lutte des masses contre le gaullisme. Sur une telle ligne nous retrouverions rapidement la « politique d'alliance avec les bons Français » et la campagne U.S. go home des années 1952, 53 et 54.

Or une analyse plus poussée de la politique de l'impérialisme européen aboutirait à nous montrer que son « libéralisme » de façade cache une agressivité profonde, dont les bases se trouvent sans doute possible dans l'alliance du gaullisme avec le grand capital allemand.

La volonté du gaullisme de doter rapidement la France, et par alliance l'Allemagne, d'une puissante force de frappe atomique comme outil indispensable de sa politique européenne montre parfaitement le visage réel de l'Europe capitaliste.

La ligne juste contre l'impérialisme mondial pour faire avancer le socialisme commence en France par la lutte contre le gaullisme en priorité. S'appuyant sur les revendications des travailleurs concernant leur niveau de vie, la lutte contre la force de frappe et le soutien non aux bourgeoisies coloniales mais au combat révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes des pays dits coloniaux.

Gilbert MARQUIS.